

Les propositions canadiennes dans ce domaine ont été exposées dans le cadre de discours prononcés récemment à Victoria, à Tokyo et à Djakarta, ainsi qu'à la Conférence post-ministérielle de l'ANASE, à Djakarta.

J'en ai également discuté à Tokyo avec mon homologue japonais, M. Nakayama, et avec le premier ministre Kaifu et le dirigeant du Parti socialiste, M. Doi. Leurs réactions ont été positives.

J'ai eu la chance d'en discuter également ici, à Djakarta, lors de réunions bilatérales avec mes collègues et ce matin même, à l'occasion du débat général sur le thème de la sécurité dans cette région. Nos échanges ce matin ont été très ouverts, très intéressants et très constructifs. Je pense que l'on peut dire non seulement que mes propositions ont été bien accueillies, mais aussi (et ce qui est peut-être plus important encore) que la position concrète que j'ai adoptée, à savoir que les pays de la région auraient vraiment intérêt à intégrer à leur dialogue les questions de sécurité prises dans leur sens le plus large, est une position à laquelle souscrivent pour l'essentiel l'ANASE et ses partenaires du Dialogue.

Je donne au problème de la sécurité dans cette région une définition très extensive.

De nos jours, la sécurité est menacée par toute une série de dangers qui mettent en péril le bien-être des êtres humains, la croissance et la prospérité économiques et les institutions démocratiques. L'existence de conflits armés entre les États et au sein même de ces derniers (ou le risque de tels conflits) reste un problème de taille dans la région de l'Asie-Pacifique.

Qu'ils soient internes ou externes, ces conflits se soldent par de lourdes souffrances humaines, sont synonymes de stagnation économique et empêchent l'instauration de démocraties stables. Sans compter que les conflits internes supposent trop souvent l'intervention, directe ou indirecte, de tierces parties. Il n'est pas rare que ces conflits aient aussi d'autres répercussions, dans la mesure surtout où ils entraînent des migrations forcées et contribuent à créer de graves problèmes de réfugiés, un fardeau que d'autres, tant à l'intérieur même de la région touchée qu'à l'extérieur de celle-ci, sont appelés à partager.

Plus de la moitié des immigrants que le Canada accueille chaque année viennent de cette région de l'Asie-Pacifique. Beaucoup fuient l'agitation ou les conflits dans leurs pays d'origine : les Tamouls du Sri Lanka, les Vietnamiens, les Cambodgiens. Au cours des 10 dernières années, le Canada a laissé entrer plus de 125 000 réfugiés indochinois, et il s'attend à en accueillir encore plus à l'avenir.